

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

S/WPGR/M/3

21 décembre 1995

(95-4151)

Groupe de travail des règles de l'AGCS

RAPPORT DE LA REUNION TENUE LE 8 DECEMBRE 1995

Note du Secrétariat

1. La troisième réunion du Groupe de travail des règles de l'AGCS s'est tenue sous la présidence de M. Stuart Carre (Canada). L'ordre du jour se composait de quatre points: négociations sur les marchés publics au titre de l'article XIII de l'AGCS, négociations sur les sauvegardes au titre de l'article X de l'AGCS, prochaine réunion du Groupe de travail, et autres questions.

Négociations sur les marchés publics au titre de l'article XIII de l'AGCS

2. Le Président a appelé l'attention des membres du Groupe de travail sur une note du Secrétariat relative aux marchés publics de services (S/WPGR/W/3). Plusieurs délégations ont estimé que cette note était une introduction utile. Un certain nombre de délégations ont fait observer que l'absence de règles totalement multilatérales sur les marchés publics était une lacune importante du système commercial multilatéral. Il a été signalé également qu'il serait souhaitable que des règles communes en matière de marchés publics s'appliquent aux marchandises et aux services. Certaines délégations ont indiqué qu'elles souhaitaient vivement étudier les moyens d'encourager une plus grande adhésion aux disciplines sur les marchés publics. Parmi les disciplines importantes qui, d'après les délégations, devraient être comprises dans les règles sur les marchés publics figuraient le traitement de la nation la plus favorisée, le traitement national, l'accès aux marchés et les moyens de faire effectivement respecter les règles. Les délégations ont aussi mis particulièrement l'accent sur la transparence, qui ne consistait pas seulement à publier les règles pertinentes, mais aussi à faire connaître les procédures précises et les critères applicables pour la prise de décisions. Une délégation a estimé que les disciplines relatives aux marchés publics devaient avoir une vaste portée et viser, entre autres, les questions suivantes: élaboration de spécifications pour les appels d'offres fondées sur les propriétés d'emploi et non sur la conception, conditions raisonnables pour la qualification des soumissionnaires, procédures d'adjudication claires et possibilité adéquate de contester des adjudications.

3. Plusieurs délégations ont estimé qu'il serait utile que les membres du Groupe de travail examinent pourquoi il n'y avait pas plus de gouvernements qui avaient signé l'Accord sur les marchés publics. Tout en reconnaissant que c'était une question importante, certaines délégations ont signalé qu'il fallait se garder de prendre comme hypothèse un lien trop fort ou explicite entre le mandat de négociation découlant de l'AGCS et l'Accord sur les marchés publics. La nature de la relation entre les deux se dégagerait des travaux du Groupe de travail, et aussi de l'expérience acquise en ce qui concernait l'Accord sur les marchés publics. Certaines délégations de gouvernements qui étaient signataires de l'Accord sur les marchés publics ont dit que, pour elles, il était important d'encourager les autres gouvernements à adhérer à l'Accord. Une représentante a déclaré que les autorités de son pays avaient estimé que les gains potentiels découlant de la signature dudit accord étaient insuffisants pour compenser les coûts administratifs de cette participation. En outre, cette évaluation avait été faite dans le contexte d'une politique en matière de marchés publics fondée sur la déréglementation, l'absence de préférences et l'ouverture, qui mettait l'accent sur le rapport qualité-prix dans des conditions de concurrence.

Plusieurs délégations ont reconnu qu'un équilibre était nécessaire - il ne fallait pas que des prescriptions procédurales et administratives trop lourdes empêchent les gouvernements de prendre des engagements de vaste portée au sujet des marchés publics. Par ailleurs, ces prescriptions devaient être suffisamment fermes pour garantir un accès aux marchés prévisible.

4. De nombreuses délégations ont estimé que la phase suivante des activités du Groupe de travail devrait consister à améliorer la base d'informations sur les marchés publics. Certaines délégations étaient d'avis que des renseignements devraient être échangés au sujet des prescriptions et procédures nationales en matière de marchés publics, ainsi que des lois et réglementations. Si certaines considéraient qu'un questionnaire pourrait être élaboré à cette fin, d'autres étaient favorables à un échange de renseignements volontaire selon des modalités un peu moins structurées, tandis que d'autres encore pensaient qu'une étude pourrait être utile. Une délégation a estimé qu'il serait peut-être bon d'examiner les disciplines existant dans le cadre de l'OMC au sujet des marchés publics. Etant donné l'importance que les délégations attachaient, à ce premier stade, au volet des activités du Groupe de travail se rapportant à la collecte de renseignements, le Président a suggéré que le Secrétariat élabore une brève note sur différentes approches concernant la collecte de renseignements. Cette note serait une contribution au débat qui aurait lieu sur ces questions à la prochaine réunion du Groupe de travail. Les délégations ont accueilli favorablement la suggestion du Président.

5. Résumant le débat, le Président a dit que le Groupe de travail avait eu un échange de vues préliminaire utile sur les questions qu'il devrait examiner au cours de ses réunions futures. Il a mentionné le rôle capital de la collecte de renseignements pour la suite des travaux. Il a signalé également le rapport inverse qui pouvait exister entre des procédures lourdes et une large adhésion aux disciplines en matière de marchés publics. Une question qui avait été soulevée et qui semblait mériter un examen plus poussé était de savoir pourquoi il n'y avait pas davantage de gouvernements à avoir adhéré à l'Accord sur les marchés publics. Il espérait que les délégations pousseraient plus avant leur examen de ces points et d'autres questions au cours des réunions ultérieures et il leur a demandé instamment de communiquer des renseignements et d'exposer des opinions qui contribueraient aux travaux. Le Président a indiqué également qu'il consulterait le Président du Comité des marchés publics afin de déterminer les domaines d'intérêt commun et qu'il rendrait compte de ces consultations au Groupe de travail.

Négociations sur les sauvegardes au titre de l'article X de l'AGCS

6. Le Président a appelé l'attention du Groupe de travail sur une communication de l'Australie concernant les sauvegardes (S/WPGR/W/5). Le Président a signalé également que le Secrétariat avait élaboré une nouvelle note sur les clauses de sauvegarde de divers accords commerciaux (S/WPGR/W/4). Présentant la communication australienne, le représentant de l'Australie a souligné que, d'une manière générale, son pays ne portait pas d'appréciation dans ce document, dont l'objet était d'exposer certaines des questions que le Groupe de travail devrait prendre en considération pour étudier la mise en place d'un mécanisme de sauvegarde d'urgence dans le domaine des services. Ces questions concernaient, entre autres, la façon dont les différents modes de fourniture devaient être traités, la nature des mesures disponibles, la relation entre la libéralisation du commerce et un mécanisme de sauvegarde, et la question de la compensation.

7. Le représentant de la Thaïlande a présenté un document expliquant pourquoi, de l'avis de la Thaïlande, il était souhaitable de prévoir des sauvegardes d'urgence dans le cadre de l'AGCS. Une sauvegarde d'urgence était nécessaire parce que les mécanismes existants n'offraient pas de soupape de sûreté adéquate pour faire face à des circonstances défavorables qui pourraient résulter des engagements spécifiques d'un Membre. Toutefois, il fallait étudier davantage la nature précise d'un mécanisme approprié. La Thaïlande avait l'intention de distribuer son document comme document de travail du Groupe. Plusieurs délégations ont appuyé le point de vue de la Thaïlande et ont estimé

elles aussi qu'il fallait explorer davantage la question. Un délégué a rappelé une idée qu'il avait formulée précédemment - à savoir que l'article XXI (Modification des Listes) pourrait être utilisé pour introduire la flexibilité nécessaire lorsqu'une mesure de sauvegarde d'urgence était requise. D'autres délégations ont répété ce qu'elles avaient dit au cours des précédentes réunions, à savoir que l'élaboration d'un instrument de sauvegarde dans le domaine des services était une question extrêmement complexe, qui posait des difficultés pratiques. Plusieurs de ces délégations ont également exprimé des doutes quant à la nécessité d'un tel instrument, mais ont dit qu'elles étaient disposées à continuer d'examiner la question.

8. Résumant le débat, le Président a noté que les vues divergeaient quant à la nécessité de clauses de sauvegarde d'urgence dans l'AGCS. Il fallait préciser ces vues et le Président a demandé instamment aux délégations de le faire. Il les a également priées de fournir des renseignements au Groupe de travail sur les éventuelles clauses de sauvegarde qui pouvaient figurer dans leur législation nationale.

Prochaine réunion du Groupe de travail

9. Il a été convenu que la prochaine réunion du Groupe de travail se tiendrait en février 1996, à une date à fixer.

Autres questions

10. Aucune question n'a été soulevée au titre de ce point.